

Nouveau plan pour Gandrange

L'italien Tassara, deux sidérurgistes allemands, la ville d'Amnéville et le département de la Moselle prêts à reprendre l'usine.

Le PDG du sidérurgiste italien Carlo Tassara, Romain Zaleski, aurait présenté mercredi à l'Élysée un plan de reprise de l'aciérie de Gandrange élaboré avec la mairie d'Amnéville et le conseil général de la Moselle, a-t-on appris hier auprès de ces collectivités locales.

Le nouveau plan a été soumis par téléphone à Henri Guaino, conseiller spécial de Nicolas Sarkozy, qui «doit maintenant convaincre Lakshmi Mittal qu'il peut être mis en œuvre sans heurt», a indiqué Alain Stahl, directeur du cabinet du maire (UMP) d'Amnéville.

«Il s'agit d'une offre d'achat amicale de l'aciérie électrique et du train à billettes (TAB, installation de laminage) que M. Mittal a décidé de fermer d'ici à 2009», a précisé un ancien directeur de l'usine mosellane chargé par M. Zaleski du volet technique du plan. «L'activité de l'aciérie et du TAB serait réorientée vers les aciers haut de gamme pour ne pas concurrencer directement les autres usines européennes d'Arcelor-Mittal», a-t-il ajouté. Le plan de M. Zaleski, auquel la CGT et la CFE-CGC sont favorables, prévoit que Carlo Tassara, Amnéville et le conseil général de Moselle entrent au capital d'Unimetal, maison mère de Gandrange et filiale d'Arcelor-Mittal.

➤ ArcelorMittal comme partenaire

La mairie d'Amnéville, sur le territoire de laquelle se trouve une partie de l'usine mosellane, serait prête à apporter 15 % du capital de la structure qui reprendrait Gandrange, tandis que le conseil général s'engagerait à hauteur de 3 %, a affirmé une source proche de la présidence de l'assemblée départementale. Amnéville (10 000 habitants) est l'une des communes les plus riches de France avec des actifs évalués à 200 millions d'euros et un budget annuel de 23 millions d'euros.

Le reste du capital pourrait être apporté par Romain Zaleski, démissionnaire du conseil d'administration d'ArcelorMittal, mais toujours détenteur de 3 % des parts du groupe, et deux sidérurgistes allemands, les Badische Stahlwerke de Kehl, aciéries électriques spécialisés dans les barres de béton armé et le fil laminé, et le groupe GeorgsMarienhütte d'Osnabrück, qui produit des aciers polis et d'outillage.

Lundi, le PDG d'ArcelorMittal, Lakshmi Mittal, a affirmé pour la première fois que «la porte de Gandrange» n'était «pas fermée», soulignant que son groupe était prêt à étudier toutes les opportunités d'investissement sur le site. ArcelorMittal a toutefois toujours dit qu'il n'était pas vendeur.

«L'autre alternative consisterait pour Amnéville à préempter le site de Gandrange, comme l'y autorise le droit local d'Alsace-Moselle. Mais nous préférierions avoir ArcelorMittal comme partenaire», a encore dit M. Stahl.

L'Élysée dément

L'Élysée a affirmé hier qu'«il n'a(vait) jamais été question de présenter un nouveau plan» de reprise de l'aciérie de Gandrange.

«Il y a bien eu une conversation téléphonique entre Henri Guaino», conseiller spécial du président Nicolas Sarkozy, et Romain Zaleski, PDG du sidérurgiste italien Carlo Tassara, à propos de l'aciérie de Gandrange, «mais il n'a jamais été question de présenter un nouveau plan, encore moins par téléphone», a-t-on assuré à l'Élysée.



Une alternative existerait pour Gandrange, mais l'Élysée a démenti hier qu'un nouveau plan a été présenté.